



DOSSIER Guerres au Moyen-Orient

Benjamin Nétanyahou, prisonnier de sa propre stratégie

Critiqué en Israël pour avoir cédé à l'Iran, le premier ministre israélien se retrouve pris entre les exigences de Washington, son allié indispensable, et celles de son extrême droite, sans laquelle sa coalition s'effondre. Le piège qu'il a lui-même construit se referme, à l'approche des élections législatives.

Rachida El Azzouzi

27 juin 2026 à 17h45

Depuis la signature, le 17 juin, d'un protocole d'accord avec l'Iran censé mettre fin à la guerre, Donald Trump essuie en Israël une vague de critiques inédite. Lui qui y était comparé il y a peu à Churchill se retrouve désormais affublé par certains commentateurs du surnom de Chamberlain, accusé d'avoir tout cédé à Téhéran.

Son entourage a riposté avec vigueur. Le 18 juin, J. D. Vance a rappelé sans détour la dépendance militaire d'Israël envers les États-Unis : « *Au cours des trois derniers mois, deux tiers des armes défensives qui ont protégé votre patrie ont été construites par des mains américaines et payées par des dollars de contribuables américains.* »

Le vice-président a ajouté que Donald Trump était « *en ce moment le seul chef d'État du monde entier à avoir de la sympathie pour la nation israélienne* », appelant les dirigeants israéliens à « *redescendre sur Terre* » et les mettant en garde : « *Si j'étais au cabinet du gouvernement israélien, je n'attaquerais peut-être pas le seul allié puissant qu'il me reste dans le monde entier.* » Le même jour, dans un entretien au New York Times, il enfonçait le clou : « *Vous êtes un pays de 9 millions de personnes. Vous ne pouvez pas vous sortir de chaque problème de sécurité nationale en tuant.* »

Benjamin Nétanyahou rêvait depuis longtemps d'une guerre frontale contre l'Iran. Mais l'offensive illégale,

menée conjointement avec les États-Unis, n'a pas abouti à la chute du régime iranien qu'il annonçait imminente : elle s'est conclue par un fiasco aux répercussions mondiales qui consolide la dictature iranienne, et par un accord qui impose notamment à Israël un cessez-le-feu avec le Hezbollah. Un arrangement jugé humiliant par la droite et l'extrême droite israéliennes, hostiles à tout compromis tant avec l'Iran qu'avec le mouvement chiite libanais.



Benjamin Nétanyahou à son arrivée pour une conférence de presse à Jérusalem le 19 mars 2026. © Photo Ronen Zvulun / UPI / Abaca

La République islamique d'Iran, de son côté, a découvert dans la fermeture du détroit d'Ormuz - qu'elle brandissait jusque-là comme une épée de Damoclès - un levier de pression redoutable. Elle a su tirer des négociations des concessions économiques sans renoncer ni à son programme nucléaire ni à son soutien aux milices régionales, et elle a fait du retrait israélien au Liban un préalable à toute avancée dans les pourparlers.

Dans l'ombre de ces derniers, Israël et le Liban ont signé le 26 juin, sous l'égide des États-Unis, un accord-cadre visant « *une paix et une sécurité durables* », qui amorce un retrait israélien partiel au Sud-Liban.

Isolement national ou international

Le texte – dont les détails n'ont pas été dévoilés et qui est rejeté par le Hezbollah, écarté des discussions – prévoit de transférer le contrôle de deux « zones pilote » à l'armée libanaise, l'une au sud du fleuve Litani, l'autre au nord. Benjamin Nétanyahou le présente comme « *une avancée majeure* » pour Israël, qui lui permet de rester

sur l'essentiel du territoire occupé tant que le parti-milice libanais ne sera pas désarmé.

De fait, l'accord ne le contraint pas à un retrait total, et Israël a d'ores et déjà signalé qu'il poursuivrait ses bombardements s'il le jugeait nécessaire. Une position qui rejoint celle déjà affichée par son ministre de la défense, qui excluait tout retrait, fut-ce sous la pression états-unienne, signe qu'Israël n'a nullement l'intention de se plier entièrement aux exigences de Washington sur le dossier libanais.

Benyamin Nétanyahou a besoin d'incarner le chef de guerre pour échapper à la justice et recomposer par la force le Moyen-Orient

Benyamin Nétanyahou, qui a construit une partie de son capital politique sur sa proximité avec Donald Trump, présenté comme l'allié ultime et indéfectible, se retrouve aujourd'hui prisonnier de cette stratégie même.

Céder à Washington l'expose à une rupture avec ses partenaires les plus radicaux sur lesquels repose sa survie politique : les ministres d'extrême droite Itamar Ben Gvir et Bezalel Smotrich, qui dénoncent déjà publiquement sa faiblesse face au président états-unien. Céder à ces derniers, à l'inverse, l'expose à un isolement international encore plus marqué et à une possible rupture avec son principal soutien extérieur.

La guerre contre l'Iran a mis à nu la divergence d'intérêts croissante entre les deux pays et révélé la détérioration des relations personnelles entre Donald Trump et Benyamin Nétanyahou.

Le président états-unien, qui voit son emprise se fissurer sur sa majorité au Congrès, a besoin d'une désescalade avec l'Iran et de la réouverture du détroit d'Ormuz avant les élections de mi-mandat de novembre. Le Sénat lui a déjà infligé un camouflet le 23 juin en votant une résolution – certes symbolique – l'enjoignant de retirer les troupes engagées face à l'Iran, ou de demander l'aval du Congrès pour poursuivre la guerre. Benyamin Nétanyahou, lui, a besoin d'incarner le chef de guerre pour échapper à la justice, se maintenir au pouvoir et recomposer par la force le Moyen-Orient.

Crise la plus grave

Début juin, comme l'a révélé le site Axios, Donald Trump aurait lancé à Benyamin Nétanyahou : « *Sans moi, tu serais en prison. Je te sauve la peau. Tout le monde te déteste maintenant. Tout le monde déteste Israël à cause de ça.* » La brouille ne serait pas passagère, selon plusieurs observateurs. Et les dernières déclarations de J. D. Vance en témoignent.

Interrogé par *Mediapart*, le spécialiste du Moyen-Orient et de la politique étrangère des États-Unis Karim Émile Bitar estime que la relation israélo-états-unienne traverse sa crise la plus grave « *depuis 1956, quand [le président américain] Eisenhower a obligé Israël à mettre un terme à l'expédition de Suez engagée avec la France et la Grande-Bretagne. C'était la première fois que les États-Unis lâchaient Israël* ». Cette crise reflète également, d'après lui, une évolution de l'opinion aux États-Unis : « *Israël est devenu très impopulaire.* »

Le piège se resserre d'autant plus que Benyamin Nétanyahou ne peut plus se désolidariser d'une dépendance qu'il a lui-même entretenue, alors que des élections législatives cruciales approchent. La date limite légale reste fixée au 27 octobre 2026, mais la coalition gouvernementale a déposé, le 13 mai, un projet de loi de dissolution de la Knesset, le Parlement israélien. L'initiative est venue de Benyamin Nétanyahou lui-même, pour garder la main sur le calendrier électoral alors que sa majorité menaçait d'implorer sur la question de l'exemption militaire des étudiants ultraorthodoxes. Le scrutin pourrait ainsi être avancé.

À 76 ans, et après plus de dix-huit années cumulées à la tête du gouvernement depuis 1996, le premier ministre israélien entend rempiler pour un nouveau mandat. « *Je vais me présenter aux élections et j'ai l'intention de gagner* », a-t-il déclaré le 15 juin, lors de sa première intervention publique depuis l'accord entre Washington et Téhéran.

Rien n'est pourtant acquis. Empêtré depuis plusieurs années dans un procès pour corruption dont il cherche à obtenir la grâce et auquel il échappe en partie en endossant le costume de chef de guerre, Benyamin Nétanyahou, dont le parti, le Likoud, cède du terrain dans les sondages, voit plusieurs rivaux progresser, à

commencer par Gadi Eisenkot.

L'ancien chef d'état-major de l'armée, désormais à la tête du parti Yashar, ne perce pas tant grâce un programme idéologique encore peu défini que grâce à une combinaison de facteurs personnels. *« Il a la crédibilité militaire, une sobriété qui contraste avec la corruption de Nétanyahou et de son entourage, et il est disponible politiquement à un moment où l'opinion israélienne cherche une alternative sans vouloir basculer à gauche »*, résume le politiste Karim Émile Bitar.

« Eisenkot rassure le centre-droit par son profil sécuritaire tout en étant suffisamment anti-Nétanyahou pour rassembler le bloc d'opposition. »

Karim Émile Bitar, politiste

Gadi Eisenkot est par ailleurs à l'origine de la doctrine Dahiya, du nom du fief du Hezbollah au sud de Beyrouth, une stratégie de guerre totale qui ne distingue pas les cibles civiles des cibles militaires et s'affranchit délibérément du principe de proportionnalité, pourtant pilier du droit de la guerre : si un mouvement armé qui attaque Israël est implanté en zone civile, celle-ci se retrouve sous le feu d'une riposte disproportionnée, sans égard pour les victimes innocentes. La bande de Gaza en est l'un des laboratoires les plus emblématiques.

« Dans le climat actuel de radicalisation, le fait qu'Eisenkot soit à l'origine de cette doctrine joue plutôt en

sa faveur, décrypte Karim Émile Bitar. Sa légitimité sécuritaire d'ancien chef d'état-major lui permet d'affronter Nétanyahou sur son propre terrain – la sécurité nationale –, dans un pays toujours traumatisé par le 7-October. Il n'est pas perçu comme un politicien de métier, mais comme un homme d'État ayant l'expérience du cabinet de guerre. Il rassure le centre-droit par son profil sécuritaire tout en étant suffisamment anti-Nétanyahou pour rassembler le bloc d'opposition. C'est précisément pour cela que Nétanyahou s'attaque à lui par des détails secondaires, comme son anglais hésitant ou ses difficultés supposées à s'exprimer dans les médias. »

Deux anciens premiers ministres ont également uni leurs forces pour *« tourner la page Nétanyahou »* : Yaïr Lapid, centriste, qui dirige aujourd'hui l'opposition à la Knesset, et Naftali Bennett, à droite de l'échiquier. Les deux hommes se sont réunis sous la bannière commune « Ensemble » (Beyahad). Mais leur alliance recule dans plusieurs sondages récents, au profit du parti de Gadi Eisenkot.

Ils misent notamment sur la promesse d'une commission d'enquête nationale sur le 7-October *« indépendante »*, un mot que Benyamin Nétanyahou s'emploie, lui, à écarter. Le premier ministre sortant préférerait une commission *« spéciale »* dont il nommerait la moitié des membres, que l'opposition dénonce comme verrouillée d'avance.

Rachida El Azzouzi